

Le pouvoir aux travailleurs

04 JAN 98

N° 51

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- COTE D'IVOIRE TELECOM : LA GREVE A FAIT RECULER LA DIRECTION ...	2
- LE FPI, UN PARTI ENCORE DANS L'OPPOSITION MALGRE LUI	3
- BEDIE, SATISFAIT D'AVOIR AIDE LES RICHES A ETRE PLUS RICHES	4 - 5
- VOEUX DE NOUVEL AN DE FAUX AMIS DES TRAVAILLEURS, MAIS VRAIS AMIS DES RICHES	5
- Mgr AGRE: UN PARASITE QUI INSULTE CEUX QUI SONT DANS LA MISERE	6
- LA SOCIETE CAPITALISTE, UNE SOCIETE CRIMINELLE	7
- MATERNITE D'ADJAME: UN CRIME DE LA SOCIETE	8 - 9
- LYCEE MUNICIPAL D'ABOBO: UN LYCEE POUR ENFANTS DE PAUVRES	9
- AFRIQUE 1997: UNE PERFORMANCE ECONOMIQUE POUR QUI?	10 - 11
- COREE DU SUD: DU MIRACLE ECONOMIQUE A LA CRISE, ET LA BANQUEROUTE	11 - 12

**COTE D'IVOIRE TELECOM :
LA GREVE A FAIT RECULER LA DIRECTION**

Les 11 et 12 décembre derniers, une grève de 48 H a paralysé Côte d'Ivoire Télécom. Les ouvriers et employés de cette société ont voulu par cette action à la fois réclamer une augmentation des salaires et protester contre une nouvelle politique salariale qui se traduirait par une baisse de leurs salaires.

En effet, après la privatisation en février 97 de CI-Télécom, devenue Côte d'Ivoire Télécom, il fallait que la direction revoie la grille salariale à la hausse pour compenser les acquis propres au secteur public. Mais cette augmentation proposée par la nouvelle direction est loin des attentes des travailleurs.

De plus, la direction a décidé de dissoudre la Commission de gestion de transition (composée des représentants de la direction et des délégués du personnel) chargée justement de discuter, entre autres, des problèmes de salaires. Les employés ont vu à juste titre dans cette dissolution de ladite commission la volonté de la direction de ne plus négocier.

Alors ils sont entrés en grève. "Des piquets de grève ont été organisés devant chaque service pour bloquer l'accès aux bureaux et empêcher toute opération, tel le paiement des factures par exemple. L'action du personnel administratif a été relayée sur le terrain par le personnel technique qui a reçu pour instruction de n'effectuer aucune intervention", a rapporté Fraternité-Matin du 13 décembre dernier.

Dès le début de la grève, la direction a jugé préférable de négocier, plutôt que d'attendre une reconduction probable de celle-ci. Sous la pression de la grève, elle est devenue moins intransigeante et a fait quelques concessions. Ainsi, serait acquis le principe d'une augmentation de salaires de 25% pour les ouvriers, de 20 % pour les employés et de 15% pour les cadres et agents de maîtrise.

Le syndicat qui a dirigé cette grève, le SYNAPOSTEL, a estimé que cela était un compromis acceptable, et il a appelé à une reprise du travail le 15 décembre. Mais étant donné que la hausse de salaires n'entrera en vigueur qu'en février prochain, les ouvriers et employés de Côte d'Ivoire Télécom ne manqueront pas de veiller à leur application effective.

En tout cas, la direction a tout intérêt à respecter ses engagements. Car les grévistes qui viennent de remporter une petite victoire sauront se rappeler que seule, la lutte est efficace.

**LE FPI,
UN PARTI ENCORE DANS L'OPPOSITION
MALGRE LUI**

Le 21 décembre dernier, lors d'un débat sur RFI au sujet de "la stratégie de conquête du pouvoir par les formations de l'opposition en Afrique", Laurent Gbagbo a affirmé que "les gouvernements d'ouverture, c'est la mort de la démocratie".

Pourtant, le même Gbagbo avait répondu favorablement à l'idée d'un "gouvernement d'ouverture" proposée par Konan Bédié lors du 10ème congrès du PDCI tenu en octobre 1996. Ainsi, par exemple en avril 1997, il avait dit: "Dans un pays où la démocratie fonctionne normalement, on n'a pas besoin de ce genre de gouvernement (...). Mais enfin, le système n'est pas bien chez nous: situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. La décision revient au président Bédié".

Toujours dans le même mois, ne voyant rien venir de concret de la part du gouvernement, Gbagbo avait fait une autre déclaration dans laquelle il avait réaffirmé à la fois son impatience et la disponibilité de son parti d'entrer dans un gouvernement d'ouverture: "Nous avons discuté (avec le premier ministre) et sommes convenus de nous revoir début janvier (1997). Nous sommes à présent en avril et personne ne nous a encore rappelés".

Il était clair que lorsque Gbagbo tenait ces propos, il était prêt à entrer dans un gouvernement du PDCI et il ne se souciait alors nullement de la "démocratie". Bien au contraire,

il justifiait la position du FPI attiré par l'odeur alléchante du gâteau gouvernemental par le fait précisément que nous ne sommes pas "dans un pays où la démocratie fonctionne normalement".

Mais maintenant que Gbagbo s'est rendu compte que le PDCI, selon son habitude, a fait de simples promesses sans lendemain, il cherche à faire croire qu'il joue son rôle d'opposant, consistant à lutter pour la "démocratie".

Mais cette démagogie du FPI ne trompera aucun travailleur conscient. Ce parti a toujours tenu un double langage: l'un sur un ton très conciliant vis-à-vis du PDCI pour un éventuel gouvernement d'union, et l'autre sur un ton apparemment combatif pour tromper ceux des travailleurs qui continuent à lui faire confiance.

Il est clair pour tous ceux des travailleurs qui veulent bien regarder les choses en face que ce parti est au service des riches, tout comme le PDCI. S'il est un jour associé au pouvoir, il appliquera par conséquent la même politique que connaissent déjà les pauvres, celle de l'austérité.

Les travailleurs et l'ensemble des exploités ne peuvent donc rien attendre de tous ces partis, qu'ils soient de l'opposition ou pas. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur sort par la lutte.

**BEDIÉ, SATISFAIT
D'AVOIR AIDE LES RICHES
A ETRE PLUS RICHES**

Comme de coutume en cette période de nouvel an, les hommes politiques et autres personnalités ayant accès aux médias sont allés chacun de leurs discours et de leurs vœux.

Dans le camp de la bourgeoisie, ils sont très contents de l'année écoulée. Ils ne le cachent d'ailleurs pas. Cela fait "3 ans de suite" que l'économie va de l'avant, a dit Bédié dans son discours. Comme tous les bourgeois, il est satisfait. Il parle même de "satisfaction méritée".

La bourgeoisie a en effet raison de se réjouir. Elle s'est enrichie encore plus cette année. Cette richesse est visible et provient de l'exploitation toujours grandissante des travailleurs.

Quant au tableau du côté de la classe ouvrière et des pauvres en général, il est cette année encore plus sombre que les années précédentes.

On peut dire sans se tromper que la situation de la classe pauvre s'est aggravée encore plus cette année. Cette tendance à l'aggravation dure maintenant sans discontinuité depuis plusieurs années.

Cette année a été particulièrement marquée par les difficultés qu'ont rencontrées les parents à scolariser leurs enfants. Combien sont-ils, les enfants qui n'ont pas été

scolarisés faute de moyens?

C'est la même chose, côté santé: les travailleurs se soignent de plus en plus mal. Les médicaments étant de jour en jour inaccessibles.

Ceux des travailleurs d'Abidjan qui ont encore accès à l'eau courante et à l'électricité sont obligés d'user de subterfuge pour partager un compteur à plusieurs. Pour beaucoup de travailleurs d'ailleurs, cela devient de plus en plus un privilège d'avoir l'eau courante et l'électricité dans leur foyer.

Côté nutrition, le calcul est vite fait, puisqu'elle se résume à un repas par jour pour la grande majorité des travailleurs et leurs familles.

Pour finir en beauté cette année, le gouvernement se prépare à licencier 13.000 travailleurs de la fonction publique, sans jusque-là avoir rencontré une réelle opposition de la part des travailleurs. Espérons que ce licenciement va lui éclater à la figure!

Le rapport de force entre les riches et les pauvres a été totalement en faveur des premiers. Les riches et leur gouvernement ont fait quasiment tout ce qu'ils voulaient.

Un des rares endroits marquants où les travailleurs

ont mené une lutte contre la détérioration de leur pouvoir d'achat, c'est Carena. Mais malgré leur détermination, ces derniers ont été quasiment tous licenciés.

Alors oui, les Bédié et les Agré peuvent effectivement se réjouir, parce qu'ils représentent les intérêts de la bourgeoisie, indépendamment du fait qu'eux-mêmes sont des riches.

**VOEUX DE NOUVEL AN
DE FAUX AMIS DES TRAVAILLEURS,
MAIS VRAIS AMIS DES RICHES**

Cette situation d'avancée de la misère dans laquelle se trouve aujourd'hui la classe des pauvres n'a même pas empêché un Adiko Niamkey (UGTCI), même pas par démagogie de dire dans son discours (à l'occasion du Nouvel An): "je peux dire que le chef de l'Etat et du gouvernement travaillent de façon harmonieuse à la satisfaction des Ivoiriens et des travailleurs en particulier".

Pour bien montrer, lui aussi, son mépris vis-à-vis des travailleurs qu'il est censé représenter, il a ajouté: "Aux travailleurs, je lance un appel à la conscience professionnelle, au respect de nos institutions et à la compréhension".

Quant à Mahan Gahé, Secrétaire Général de la Centrale Dignité, son discours n'est pas bien différent de celui du représentant de l'UGTCI.

Voici en quelques lignes résumé ce discours du dirigeant de Dignité: "Quant aux chefs d'entreprises, qu'ils impliquent davantage le travailleur à la rentabilité de l'entreprise.

Qu'ils cultivent un esprit de famille... et je suis persuadé que cela amoindrirait les conflits au sein de leurs entreprises". En conclusion, Mahan Gahé a ajouté: "que chacun à son niveau répercute le discours programme du Président de la République".

Ce n'est rien moins qu'un discours d'un parvenu qui cherche à monnayer la position qu'il a acquise grâce aux travailleurs pour quémander une place de ministre ou de sous-fifre d'un cabinet ministériel quelconque.

Ne parlons même pas des discours tenus par les secrétaires généraux du FPI et du PIT. Ils ne trompent que ceux qui veulent bien être trompés, tellement ils sont clairement dans le camp des exploiters.

Dans ce contexte, ce qu'on peut espérer cette année pour la classe des travailleurs c'est que cette année soit une année de lutte, une année de fin de "la paix sociale" chère aux bourgeois.

**MGR AGRE : UN PARASITE QUI INSULTE
CEUX QUI SONT DANS LA MISERE**

A l'occasion du nouvel an, Mgr Agré aussi a fait son discours devant un parterre de politiciens au service de la bourgeoisie, allant du premier ministre au couple Gbagbo. Dans son introduction, il a tenu a "dire merci à dieu qui a exaucé nos voeux et nous a permis de vivre dans une certaine sérénité..." Il est évident qu'il s'adressait là aux bourgeois et à leurs représentants. Quel travailleur a en effet pu vivre dans la "sérénité" avec cette misère qui gagne d'année en année tous les foyers des travailleurs?

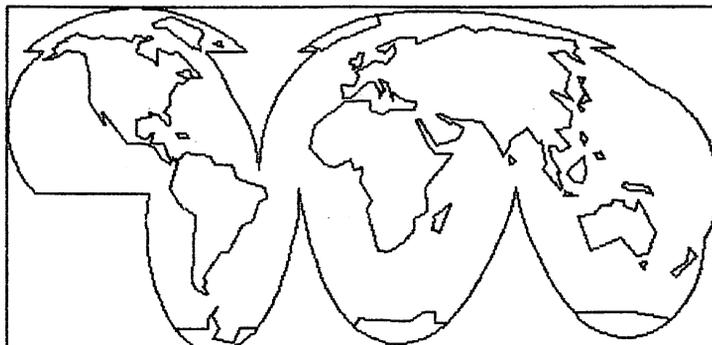
Agré a d'ailleurs parlé lui-même de "deux mondes parallèles, une population à deux vitesses...l'abondance et la jouissance chez les riches et les très riches"; et de l'autre côté, "les travailleurs réduits à la portion congrue... qui ne voient pas le bout du tunnel". "Cette pauvreté qui est une menace constante pour la paix sociale"

a-t-il ajouté.

Malgré toute la démagogie contenue tout le long du discours, Agré, en tant que grand dignitaire en soutane, faisant partie du monde des exploiters, n'a pas su contenir son mépris et son arrogance à l'égard des travailleurs, des pauvres en général. Voici son insulte à leur égard: "les plus pauvres ne peuvent pas non plus rester assis, la bouche ouverte attendant toujours que les autres la leur remplissent. Il leur faut aussi travailler leurs méninges... gagner leur vie dans l'honnêteté... au lieu d'exploiter la générosité de ceux qui leur ouvrent les bras".

C'est vraiment indécent et révoltant qu'un parasite bien repu comme lui puisse parler de la sorte. Lorsque ceux que Agré accuse de rester la "bouche ouverte" se mettront en colère, on verra s'il osera les insulter ainsi.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LA SOCIETE CAPITALISTE, UNE SOCIETE CRIMINELLE

On apprend par les journaux qu'il y a "24% d'enfants de moins de 5 ans" mal nourris en Côte d'Ivoire. Ces chiffres ne veulent pas en eux-mêmes dire grand-chose. Est-ce que les enfants de la grande majorité des travailleurs sont-ils bien nourris? Et ils ne sont pas au nombre de 24% de la population mais constituent bien la majorité de celle-ci. Ces enfants n'ont pas les calories et les vitamines nécessaires pour grandir normalement. Ils sont mal nourris! Ils sont en plus mal vêtus, mal logés, mal scolarisés, mal soignés!

Pourquoi est-ce ainsi? Leurs parents seraient-ils des fainéants comme l'a laissé entendre ce parasite de Mgr Agré qui lui-même, comme tous ses semblables, imams ou pasteurs, n'a jamais travaillé de sa vie?

Non! Les parents des enfants qui souffrent de tous ces maux, ce sont justement ceux-là qui ne font que travailler toute la journée durant, toute leur vie durant, sans relâche et sans découragement. Seulement, leur travail ne peut pas les enrichir. Il enrichit seulement les riches qui les exploitent. C'est le système dans lequel nous vivons qui est fait de cette façon-là.

Les enfants des travailleurs sont les laissés-pour-compte de cette société capitaliste, tellement leurs parents sont exploités par les riches.

Ensuite, les riches envoient leurs représentants du nom de "Rotary", "Lion's-club", "UNICEF", "Servir"... faire la tournée des quartiers pauvres, pour distribuer des cadeaux à leurs enfants. Ainsi fonctionne cette société pourrie dans laquelle nous vivons: exploiter à fond les travailleurs et les transformer ensuite, eux et leurs enfants, en mendiants!

Les travailleurs n'attendent pas de ce genre d'organismes une aumône qui ne vise qu'à les calmer, à neutraliser leur colère éventuelle contre le système capitaliste.

D'un côté les riches exploitent jusqu'à transformer en misérables les travailleurs, et de l'autre ils font semblant de leur donner quelque chose et de les soigner.

Mais cela n'empêchera pas la juste colère des travailleurs, qui éclatera de toute façon un jour.

L E U R S O C I E T E

**MATERNITE D'ADJAME :
UN CRIME DE LA SOCIETE**

Une femme, une de plus, est décédée le mois dernier à la maternité d'Abobo à la suite de son accouchement. Sa mort a été particulièrement atroce et révoltante puisque durant six heures elle s'est vidée de son sang sans qu'aucune intervention n'ait eu lieu pour tenter de la sauver malgré toutes les alertes données par sa vieille mère qui veillait sur elle et qui a assisté, impuissante à l'agonie de sa fille.

Ce qui s'est passé à Abobo n'est pas un simple accident. Dans de nombreuses autres maternités et hôpitaux pour pauvres, cela finit souvent mal. Et ce n'est pas une fatalité mais une illustration de cette société où lorsqu'on est pauvre, on n'a pas droit aux soins corrects et finalement on n'a pas droit à une vie normale.

Pour accoucher, les riches vont dans les cliniques privées où les risques de voir un mauvais accouchement sont d'autant plus réduits que la clinique est chère. Mais pour les pauvres, de telles cliniques sont bien évidemment inaccessibles.

Ces derniers doivent se contenter des "maternités" souvent dépourvues d'équipement élémentaire. Celle d'Adjamé porte le nom "prestigieux" de "Thérèse H. Boigny d'Adjamé", une dame richissime bien connue de tous.

Ce n'est d'ailleurs pas pour autant que cette dame enverrait les membres de sa famille accoucher dans cette maternité, bien qu'elle ne soit pas la pire de toutes celles qui sont implantées dans Abidjan. D'ailleurs bien de femmes de pauvres seraient un peu plus rassurées d'accoucher là plutôt que dans une des maternités d'Abobo où le danger de mort guette en permanence.

Lorsque la mort survient, certains croyants diront que la mort "était inscrite", que c'était la "volonté de Dieu"...D'autres diront qu'elle a été tuée par la sorcellerie, qu'un sorcier aurait "mangé son âme", etc...Toutes ces explications farfelues ne sont en réalité que l'expression de l'ignorance qui arrange bien les exploiters et tous ceux qui, à la tête de l'Etat, sont responsables de cette situation qui pèse sur les pauvres. Les dirigeants encouragent la propagation de toutes ces croyances et superstitions, car ils espèrent ainsi endormir la conscience des plus démunis afin qu'ils ne comprennent pas les raisons de leur misère.

Dans le cas de la mort de cette femme à Adjamé, qui a particulièrement choqué les gens puisque la presse en a parlé, les juges vont peut-être maintenant chercher des boucs-

L E U R S O C I E T E

émisaires en condamnant une sage-femme ou un médecin qui, bien souvent, travaillent comme ils peuvent dans ce genre de maternités. Mais c'est le système capitaliste qui est pourri à la base. Et c'est lui et tous les riches qui vivent de ce système qu'il faudra un jour condamner.

Mais là, ce n'est pas l'affaire d'un juge, mais des travailleurs en lutte!

Vivement que les travailleurs mettent fin à ce système scandaleux qui ne profite qu'à une petite minorité d'exploiteurs et de privilégiés.

**LYCEE MUNICIPAL D'ABOBO :
UN LYCEE POUR ENFANTS DE PAUVRES**

L'avenir de la jeunesse est paraît-il la première préoccupation du gouvernement. Pour preuve, voilà un lycée qui, 3 mois après la rentrée des classes, n'a toujours pas ouvert ses portes. On peut être certain que les chantiers de Koukourandoumi et de Daoukro avancent autrement plus vite que les travaux de ce lycée pour

pauvres.

Eh oui! Après tout, qu'importe à la bourgeoisie et à son gouvernement que des enfants de pauvres n'aillent pas à l'école du moment que les enfants des riches vont dans les écoles bien équipées, où il ne manque rien!

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * *
*
*

**AFRIQUE 1997 :
UNE PERFORMANCE ECONOMIQUE
POUR QUI ?**

Selon certaine presse, (radios et journaux africains), l'année 1997 qui vient de s'écouler serait "globalement" positive pour l'Afrique. Pour certains, c'est parce que les Africains sont devenus mûrs, qu'ils se prennent de plus en plus en charge, qu'ils comptent sur leurs propres forces au lieu de se comporter en assistés perpétuels comme auparavant.

Cette appréciation optimiste de la situation en Afrique a sans doute pour origine les informations livrées par des organismes internationaux pour qui l'Afrique aurait réalisé en 1997 des performances sur le plan économique; les perspectives s'amélioreraient dans le continent. Et de citer des chiffres à l'appui.

D'après ces "experts", certains pays africains ont considérablement réduit leur "déficit budgétaire" en moyenne de 4,5% du PIB en 1996. Soit dit en passant, cette réduction s'est faite sur le dos des fonctionnaires licenciés et grâce à la réduction des budgets sociaux. Le taux de croissance moyen serait de 5%; partout il y aurait amélioration du "revenu moyen" annuel par tête évalué à 700 dollars. Ils affirment que la dévaluation du franc CFA qui, dans un premier temps a désorganisé les économies, a été, dans un second temps bénéfique; que la hausse des prix a été maîtrisée, que le pouvoir d'achat a été relativement "moins atteint" (suite à la dévaluation) qu'on le prévoyait, etc..

Bref, pour ces messieurs les experts, tout va bien en Afrique. Mais à vrai dire, ces chiffres mirobolants ne traduisent évidemment pas la réalité du continent.

Pour les pauvres d'Afrique, la situation ne fait qu'empirer. Les "performances économiques" dont parlent les experts ont sans doute favorisé les riches et les bourgeois, qu'ils aient la peau noire ou blanche, mais certainement pas les exploités. Ces derniers s'enfoncent de plus en plus dans la crise. Même les travailleurs en activité ont du mal à se nourrir, à nourrir leur famille; ils ont du mal à envoyer leurs enfants à l'école, ils ont du mal à se soigner car leurs salaires de misère ne suffisent plus à faire face à ces besoins pourtant vitaux.

Quant aux chômeurs qui ne bénéficient d'aucune aide sociale; quant à ceux qui vivent des petits boulots, n'en parlons pas. Leur situation est franchement dramatique. Et plus la crise perdure, plus va empirer cette situation si les travailleurs ne réagissent par la lutte pour s'opposer à la dégradation perpétuelle de leurs conditions de vie.

Alors si aujourd'hui des entrepreneurs africains se prennent de plus en plus en charge, investissent en Afrique; s'ils comptent plus sur leurs propres forces, s'ils deviennent compétitifs au point de concurrencer les entreprises étrangères (choses qui ne sont

d'ailleurs pas vraies), ce n'est pas cela qui sortira l'Afrique de la misère. Car dans ce système capitaliste, ceux qui réussissent ce sont ceux qui savent écraser les autres, qui se servent de la force de travail des autres pour s'enrichir.

Il y a des Africains riches et des Africains pauvres; il y a des patrons et des ouvriers. Et leurs intérêts sont opposés.

Les uns ont intérêt à ce que le capitalisme perdure car ce

système leur permet d'exploiter les autres pour s'enrichir; les autres, c'est-à-dire la grande majorité de la population, ont intérêt à mettre fin à ce système, source de toute leur misère.

L'Afrique n'est pas un continent à part; elle est prise dans le tourbillon capitaliste mondial. L'exploitation et la misère en Afrique ou dans le reste du monde ne disparaîtront qu'avec la destruction du capitalisme à l'échelle du monde.

**COREE DU SUD:
DU MIRACLE ECONOMIQUE A LA CRISE,
ET LA BANQUEROUTE**

La crise financière en Corée s'est encore aggravée. La bourse de Séoul a continué de chuter. Dans la seule journée du 23 décembre elle a perdu 7,5% pendant que la monnaie nationale, le won vient de perdre 13% de sa valeur. En deux mois le dollar a plus que doublé par rapport au won.

Le gouvernement a provoqué un vent de panique en reconnaissant que l'endettement du pays dépassait les 200 milliards de dollars. Pour faire face à ses créances et enrayer la chute de sa monnaie, il a dû emprunter 57 milliards de dollars auprès du FMI. Par l'intermédiaire du FMI ce sont les grandes puissances qui imposent leur diktat. Cet argent qu'ils accordent à l'Etat coréen reviendra en définitive droit dans les caisses des créanciers c'est-à-dire les trusts occidentaux. Le FMI a également imposé une ouverture plus grande des entreprises coréennes à la pénétration des capitaux

étrangers c'est-à-dire à de plus grandes facilités d'investissements pour les trusts des grandes puissances.

Les travailleurs coréens et l'immense majorité de la population continueront de faire les frais de la crise. La chute brutale de la monnaie se traduit en effet par une augmentation du coût de la vie. Plus grave encore la chute des cours boursiers a entraîné la banqueroute de nombreux "chaebols", ces conglomérats d'entreprises. Comme dans la plupart des pays du tiers-monde les travailleurs coréens ne bénéficient pratiquement pas de protections sociales. Beaucoup de travailleurs sont jetés dans la rue comme des malpropres. Bien avant les injonctions du FMI et les programmes d'ajustement, le gouvernement a imposé un plan drastique d'austérité visant à faire les poches des travailleurs et des retraités. Pour faire avaler la pilule amère des plans de

rigueur, la propagande officielle ne suffisait sans doute pas. Des officines religieuses de toutes sortes prennent le relais du gouvernement en faisant des piquets de propagande, en prêchant le civisme dans les carrefours principaux des grandes villes, devant les lieux publics et les grands magasins. Ces "bonnes" paroles consistent à faire appel au sentiment national, à consommer moins et de préférence coréen, à boycotter les produits importés considérés comme de luxe. Les religieux prêchent la modération et surtout la résignation des travailleurs face "aux périodes difficiles que le pays traverse". Ils cherchent à endiguer le mécontentement des classes pauvres, à les tromper en leur faisant croire qu'ils ont des intérêts communs en tant que croyants et coréens, face à la crise qu'ils subissent soi-disant tous.

Les religieux coréens n'ont rien inventé de nouveau; car dans tous les pays leurs homologues prêchent de tout temps la collaboration de classes. Mais par ces temps de crise ils redoublent d'initiative pour venir en aide au gouvernement et aux exploiters capitalistes.

La Corée, comme certains pays d'Asie du Sud-est surnommés pays du dragon ont été longtemps donnés en exemple à suivre dans les pays du tiers-monde. Ces pays ont pu, à la faveur de certaines circonstances développer une industrie relativement importante. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale ils ont effectué de la sous-traitance de l'industrie japonaise. Par la suite, des appareils d'Etat dictatoriaux s'y sont succédé pour affecter toutes les ressources de ces pays à la construction d'économies tournées vers l'exportation. En réalité le "tigre coréen" a accompli son prétendu miracle économique en détroussant à grande échelle les travailleurs, en détournant toutes les ressources de la

population au profit de ses capitalistes. Exporter coûte que coûte et aux plus bas prix, tel était le leitmotiv des chaebols. Mais l'économie capitaliste mondiale est malade et en stagnation et par conséquent les capacités d'absorption du marché mondial sont plutôt en régression. De sorte que le miracle économique s'est transformé en débâcle. La crise financière menace-t-elle de contaminer l'économie des pays riches à commencer par celle du proche voisin japonais? Les "spécialistes" de l'économie capitaliste n'excluent pas cette hypothèse. C'est entre autres pour cela qu'ils viennent en quelque sorte "au secours" de la Corée. Par la même occasion, en échange des "aides" du FMI, la voie leur est ouverte pour accroître leur mainmise sur l'économie de ce pays.

L'ogre capitaliste mondial a bel et bien commencé à avaler le dragon asiatique. Mais l'économie de l'ogre est elle-même malade, malade précisément à cause de la glotonnerie sans limite de ses propres banquiers et spéculateurs.

Les travailleurs coréens ont démontré il y a un an leur capacité à ne pas se laisser tondre sans réagir. Aujourd'hui et vu d'ici il est difficile d'évaluer leur aptitude à engager à nouveau le combat contre les attaques qu'ils n'ont pas tellement cessé de subir. Mais s'il y a un exemple à suivre, c'est bien celui-là. Les travailleurs des pays riches comme ceux des pays pauvres subissent de plein fouet les effets de la crise mondiale. Ils se trouvent finalement confrontés aux mêmes problèmes liés à la crise de plus en plus planétaire d'un système anachronique et dément qui risque de mener l'humanité à la catastrophe si les travailleurs ne se décident pas à y mettre fin.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.